



Gouvernance
en Afrique

Compte-rendu de l'atelier 5

JAGA

<http://jaga.afrique-gouvernance.net>

Créer les conditions d'une sécurité pour tous et d'une paix durable

Contexte et problématique

Conformément aux termes de référence, l'atelier 5 portant sur les conditions de sécurité pour tous, devait répondre principalement à 5 questions. Toutefois pour susciter une participation active à la réflexion, le groupe a adopté une méthodologie de travail permettant aux participants de partager leurs expériences et points de vue sur chacune des questions d'une part, et d'autre part sur la problématique de la prévention et de la gestion des conflits. Ainsi, les réflexions ont permis de :

- x faire un état des lieux des menaces sur la sécurité ainsi que les sources de conflits, d'échanger sur l'efficacité des mécanismes de prévention, de gestion et de résolution existants et leur impact sur le terrain et les réalités quotidiennes,
- x relever les tendances, évolutions et atouts,
- x identifier les enjeux et défis majeurs, les objectifs stratégiques de changement ainsi que des actions structurantes,
- x et enfin d'identifier les différents acteurs et d'esquisser leurs rôles et place dans la création de conditions de sécurité pour tous et de paix durable.

Question brûlante, au regard des crises qui secouent de nombreux pays africains, la problématique de la sécurité et de paix durable est aujourd'hui un enjeu majeur de gouvernance en ce qu'elle interroge les fondements institutionnels des États nation postcoloniaux. La refondation de la gouvernance va donc de pair avec celle de la sécurité et de la paix sans lesquelles tout effort de développement économique et social est d'avance compromis.

Cette synthèse fait l'économie des échanges sur chacun de ces points. Elle

Alliance pour Refonder la Gouvernance en Afrique - www.afrique-gouvernance.net

s'articule essentiellement sur trois parties tenant compte du canevas proposé par l'organisation : les constats, les enjeux et défis majeurs et des propositions d'objectifs stratégiques et d'actions structurantes en lien avec les rôles et responsabilités des différentes catégories d'acteurs.

1 - Constats

Des réflexions et débats de l'atelier, il ressort que malgré la relative pacification du jeu politique à travers les processus de démocratisation, la problématique de la sécurité et de la paix reste une préoccupation pour les États dont les institutions peinent à assurer à tous leurs citoyens, la sécurité. Les processus institutionnels, résultant de cette démocratisation des sociétés, n'ont pas encore réussi à créer les conditions d'une paix durable soutenue par des mécanismes de prévention, de gestion et de résolution des conflits à la hauteur des menaces sur la paix et la stabilité politique et sociale. Ces menaces, parfois inhérentes à ces processus institutionnels qui se construisent sans référence réelle aux valeurs, principes et réalités des sociétés africaines, se transforment souvent en conflits ouverts et violents dans plusieurs pays.

Les mécanismes modernes de prévention, de gestion et de résolution n'ont pas encore produit les effets escomptés. En même temps, les mécanismes traditionnels dont les sociétés africaines se sont dotées avant la colonisation et les États postcoloniaux ne sont pas non plus suffisamment utilisés comme alternative.

Par ailleurs, les processus de construction et de formation de la citoyenneté ne sont pas non plus parvenus à forger chez les populations un fort sentiment d'appartenance à une communauté de destin.

Enfin, dans un monde en pleines mutations et de plus en menacée, imprévisible et inquiétant, les États africains éprouvent d'énormes difficultés à lutter contre la pauvreté ambiante (voire la précarité des conditions de vie de la majorité des populations) et à instaurer la bonne gouvernance. Ces difficultés contribuent à distancer les institutions de la société et à délégitimer l'action publique. La compétition pour les ressources et le pouvoir (du local au national) provoque le plus souvent des postures ou des logiques d'affrontements dommageables pour la paix et la sécurité humaine, du fait de **l'absence de mécanismes de régulation des rapports entre les différentes catégories d'acteurs, de prévention de gestion et de résolution des conflits, reconnus et partagés par tous.**

Globalement, l'Afrique est menacé par **un banditisme urbain et périurbain croissant, des conflits intercommunautaires découlant des litiges fonciers, de la rareté des ressources naturelles et des déséquilibres environnementaux, une criminalité transfrontalière et transnationale montante** dominée par le **trafic de drogues, d'armes, d'êtres humains** et surtout **un terrorisme international rampant et se régénérant au contact**

de la pauvreté et de la misère.

Un tel contexte compromet la sécurité humaine et le développement économique et social en fragilisant les États et les processus démocratiques et détruisant progressivement les fondements du « vivre ensemble » avec comme conséquence des inégalités et des injustices sociales et le délitement de l'État et de son autorité.

Cette situation résulte, selon le groupe, de 4 déficits majeurs : i) de vision, ii) de stratégie, iii) de communication et iv) de moyens.

En outre, des débats et réflexions de l'atelier, il ressort que les principales sources de conflits en Afrique sont entre autres :

- **la mal gouvernance** qui exclut la majorité de la gestion, du bénéfice et du contrôle de l'action publique (exclusion et marginalisation dans l'accès aux services et biens collectifs),
- **la faiblesse de la subsidiarité active** entre États (au niveau régional) entre l'Etat et les collectivités locales,
- **l'instrumentalisation et la politisation des forces de défense** et de sécurité par les leaders,
- **les compétitions pour l'accès au pouvoir et aux ressources** (élections, pratiques et cultures politiques des leaders, foncier, ressources minières et hydrauliques, etc.)
- **l'intolérance et le refus de la diversité** (conflits ethniques et/ou religieux, déplacements des populations, migrations)
- **l'effritement des valeurs traditionnelles** et des processus de socialisation des individus
- **les contentieux politiques** ou les crises des formes de représentation (leadership politique, etc.),
- l'inefficacité ou **la crise des mécanismes modernes de régulation** sociale (qui semblent dépourvus de capacités d'anticipation et de réaction appropriée)
- **le terrorisme,**
- **l'intolérance religieuse**
- **les trafics en tous genres** (armes, drogues, être humains, etc.)
- **la prédation et le pillage des ressources naturelles** avec parfois la complicité de multinationales
- Etc.

2 - Enjeux et défis majeurs

Les enjeux de la sécurité dépassent le cadre des frontières nationales. Ils impliquent une articulation des échelles territoriales (locale, nationale et régionale) pour prendre en compte la diversité des acteurs, leur participation et leur responsabilisation dans la réflexion, l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de sécurité. Des travaux de l'atelier on peut retenir 5 enjeux majeurs :

- **La refondation, la construction et l'enracinement de l'État de droit** avec des institutions républicaines fortes et stables ;
- La construction d'un **développement économique** afin d'assurer l'accès des populations aux droits sociaux et économiques de prévenir la prédation et le pillage des ressources naturelles par les multinationales ;
- La refondation du secteur de la sécurité **en alliant mécanismes traditionnels et modernes** pour les légitimer et les rendre opérationnelles à travers une maîtrise de l'environnement institutionnel, politique, les acteurs en présence ;
- L'ouverture d'un **dialogue inclusif et constructif entre les acteurs** pour tendre vers des engagements collectifs prenant toutes les échelles de gouvernance ;
- Le **renforcement des institutions régionales et africaines** en vue de les doter d'un pouvoir de coercition, le droit et le devoir d'intervenir pour prévenir les crises chaque fois les pouvoirs publics dévient des trajectoires de l'Etat de droit ;

Ainsi, l'on peut retenir, pour l'essentiel qu'au delà des constats, l'atelier a plus mis l'accent sur la réflexion prospective en vue de tenter d'apporter des réponses au contexte peu reluisant présenté plus haut. Cette réflexion nécessite d'abord une connaissance des enjeux réels. De ces enjeux découlent des objectifs stratégiques et des propositions d'actions structurantes prenant en compte la diversité des acteurs et la nécessaire inclusivité dans les approches et les stratégies. Le groupe a également tenté de définir les rôles et responsabilités des acteurs.

3 - Propositions d'actions structurantes, rôles et responsabilité des acteurs

Partant de ces enjeux et défis l'atelier a proposé des objectifs stratégiques et actions structurantes et enfin les rôles et responsabilités des acteurs. Ces propositions sont réparties selon 4 catégories d'acteurs : **les institutionnels** (l'Etat et ses institutions, les collectivités territoriales, etc.) ; **les non institutionnels** (société civile, le secteur privé, les communautés religieuses et coutumières, les acteurs traditionnels, les personnes ressources, etc.) ; **les organismes régionaux et africains** (UEMOA, CEDEAO, SADC, UA, etc.) ; **les partenaires et la communauté internationale**. Les propositions sont entre autres :

a) au niveau des acteurs institutionnels : L'État et les collectivités territoriales :

- dresser un état des lieux des mécanismes traditionnels existants, les modalités de leur adaptation et activation,
- cartographier les zones de conflits selon leur typologie et identifier les solutions
- créer les conditions d'une confiance entre les forces de sécurité et de maintien de la paix et les populations
- redéfinir les rôles des acteurs en prenant en compte toutes les échelles territoriales
- former des citoyens conscients des valeurs de la république, de la nation et de la citoyenneté
- identifier, documenter et institutionnaliser les mécanismes traditionnels constitutifs d'instruments efficaces et adaptés de prévention, de gestion et de résolutions des conflits ;
- créer une bonne passerelle entre les mécanismes modernes et traditionnels ;
- dégager les principes et les méthodes par lesquelles actionner pour refonder, réinventer
- élaborer et mettre en œuvre de véritables systèmes éducatifs capables de former des citoyens responsables, conscients de leur rôles et responsabilités, des valeurs et principes du vivre ensemble et des exigences de la défense et de la sécurité
- faire des forces de défense et de sécurité des acteurs du développement à travers de nouvelles expertises de construction sociales et économiques

- construire des institutions de défenses et de sécurités fortes, légitimes et opérationnelles
- créer un environnement institutionnel et juridique permettant de réduire la prédation et le pillage des ressources naturelles par les multinationales,

b) au niveau des acteurs non institutionnels

- placer les jeunes et les femmes au cœur des politiques de développement, de promotion de la sécurité humaine, condition sine qua non d'une paix durable ;
- contribuer à valoriser les valeurs positives et les mécanismes endogènes de prévention, de gestion et de résolution des conflits ;
- informer, éduquer, sensibiliser et contribuer à former des opinions publiques même de s'engager dans la préservation et la promotion de la sécurité humaine
- éduquer les enfants dans un esprit de préservation et de protection de la sécurité humaine
- valoriser et diffuser leurs rôles, savoir et savoir-faire dans la prévention et la résolution des conflits

c) au niveau des Instances régionales et africaines

- créer des structures spécialisées avec des démembrements au niveau national sur les questions religieuses, ethniques, foncières, etc.
- renforcer les capacités d'anticipation et de pro-activité des instances régionales pour prévenir les conflits et assurer la sécurité tous les États
- élaborer une vision et une stratégie commune de défense et de sécurité
- faciliter une étroite collaboration et de synergie entre forces de défense et de sécurité des différents pays,
- doter les instances régionales et africaines de capacités d'injonction et d'appropriation et mise en œuvre des instruments existants dans certaines instances régionales
- appropriation et mise en œuvre des instruments existants dans certaines instances régionales

d) au niveau des partenaires techniques et financiers et de la communauté internationale

- intégrer la sécurité dans les projets globaux de gouvernance démocratique et de développement social et économique au niveau national et régional
- accompagner et soutenir l'Afrique dans la construction d'une vision, d'une stratégie, et de plan opérationnels de sécurité alliant mécanismes traditionnels et modernes
- soutenir la formation de nouvelles forces de défense et de sécurité conscientes des enjeux et équipées conséquemment

Le tableau ci-dessous présente de façon plus détaillée, la synthèse des propositions de l'atelier sur chacun de ces points.

Enjeux et défis	Évolutions, tendances et atouts	Objectifs stratégiques et actions structurantes	Rôles et responsabilité des acteurs
<p>➤ Allier sécurité et paix dans les approches de la gestion des conflits</p> <ul style="list-style-type: none"> • Maîtrise de l'environnement institutionnel, politique, les acteurs en présence par les Etats, les populations et les forces de sécurité • Refondation du secteur de la sécurité en alliant mécanismes traditionnels et modernes, les légitimer et les rendre opérationnelles • Dialogue inclusif et constructif entre les acteurs pour tendre vers des engagements collectifs prenant toutes les échelles de gouvernance • L'instauration de réels 	<ul style="list-style-type: none"> • La plupart des enjeux de défense et de sécurité dépassent les frontières • Insuffisance de résultats Mécanismes modernes et mécanismes traditionnels non pris en compte dans les instruments de prévention et de résolution des conflits • Conflits ont principalement pour cause des ruptures sociales et politiques • Les principes de bonne gouvernance, les valeurs endogènes peuvent nourrir les mécanismes de régulation • Nécessaire appropriation des mécanismes de régulation des conflits par les populations • Nécessité de trouver des mécanismes africains de régulation des conflits pour 	<ul style="list-style-type: none"> • Dresser un état des lieux des mécanismes traditionnels existants, les modalités de leur adaptation et activation • Cartographier les zones de conflits selon leur typologie et identifier les solutions • Créer les conditions d'une confiance entre les forces de sécurité et de maintien de la paix et les populations • Redéfinir les rôles des acteurs en prenant en compte toutes les échelles territoriales • Former des citoyens conscients des valeurs de la république, de la nation et de la citoyenneté • Identifier, documenter et institutionnaliser les mécanismes traditionnels constitutifs d'instruments efficaces et adaptés de prévention, de 	<p>Pouvoirs publics :</p> <p>a) L'Etat central</p> <ul style="list-style-type: none"> • Instaurer la bonne gouvernance et mettre en place des politiques de développement économique équitable • La promotion, la protection et la défense des droits humains • Élaborer des politiques sécuritaires à partir des mécanismes reconnus, partagés et accepté par la société • ouvrir les débats sur la sécurité à tous les acteurs • développer une étroite collaboration entre pays dans les espaces régionaux pour mutualiser les moyens, les renseignements et les dispositifs

<p>régimes démocratiques</p> <ul style="list-style-type: none"> • La nécessaire prise en compte de la question de la justice sociale, l'équité dans l'accès au savoir, aux services publics • Allier construction de la paix et développement économique • Reconnaître la sécurité humaine (satisfactions des besoins élémentaires) comme fondement de l'action publique • Créer les conditions d'une vie décente pour les populations 	<p>répondre aux contextes spécifiques et pluriels des théâtres de conflits</p> <ul style="list-style-type: none"> • Importance de l'approche culturelle de la prévention, de la gestion et de la résolution des conflits • Nécessité de considérer la Sécurité comme la délivrance de la peur et du besoin • La reconnaissance de l'importance de l'accès aux droits politiques et économiques, (services et biens publics, droits humains, etc.) • La nécessité d'instaurer le principe de précaution (à commencer par le niveau familial, et ensuite le voisinage, le quartier, les communes, les régions, le pays la sous-région et le continent) 	<p>gestion et de résolutions des conflits</p> <ul style="list-style-type: none"> • Créer une bonne passerelle entre les mécanismes modernes et traditionnels ; • Dégager les principes et les méthodes par lesquelles actionner pour refonder, réinventer • Elaborer et mettre en œuvre de véritables systèmes éducatifs capables de former des citoyens responsables, conscients de leur rôles et responsabilités, des valeurs et principes du vivre ensemble • Faire des forces de défense et de sécurité des acteurs du développement à travers de nouvelles expertises de construction sociales et économiques • Créer des structures spécialisées et les décentraliser au niveau national sur les questions religieuses, ethniques, foncières, etc. • Construire des institutions de défenses et de sécurités fortes, légitimes et opérationnelles • Intégrer la sécurité dans les projets globaux de gouvernance démocratique et de développement 	<p>b) Forces de sécurité :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Se former pour mieux connaître, comprendre et respecter leurs missions • S'abstenir des engagements politiques • Contribuer à la mise en œuvre de projets de développement • S'ouvrir aux populations pour rassurer et créer les conditions d'une étroite collaboration <p>c) Collectivités locales :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Assurer la prévention, la gestion de proximité et la résolution des conflits locaux en impliquant tous les acteurs locaux • Identifier, adapter et activer au besoin des mécanismes locaux de régulation des conflits • Renforcer la coopération transfrontalière en matière de sécurité et de cohabitation pacifique dans les espaces transfrontaliers <p>Société civile :</p>
--	--	--	--

		<p>social et économique au niveau national et régional</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les capacités d'anticipation et de pro-activité des instances régionales pour prévenir les conflits et assurer la sécurité tous les États • Placer les jeunes au cœur des politiques de développement, de promotion de la sécurité humaine 	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer leurs capacités d'influence des politiques sécuritaires • Promouvoir, protéger et défendre les droits humains • Former les citoyens aux principes et valeurs endogènes • Assurer le contrôle citoyen de l'action, interpellier les politiques et veiller à la préservation de la paix sociale • Contribuer à l'appropriation des politiques publiques et des stratégies et participation à la mise en œuvre par les populations <p>Instances régionales et africaines</p> <ul style="list-style-type: none"> • Élaborer une vision et une stratégie commune de défense et de sécurité • Faciliter une étroite collaboration et de synergie entre forces de défense et de sécurités des différents pays • Doter les instances régionales et africaines de capacités
--	--	--	--

			<p>d'injonction et d'appropriation et mise en œuvre des instruments existants dans certaines instances régionales</p> <p>Les partenaires et la communauté internationale</p> <ul style="list-style-type: none">• Accompagner et soutenir l'Afrique dans la construction d'une vision, d'une stratégie, et de plans opérationnels de sécurité alliant mécanismes traditionnels et modernes• Soutenir la formation de nouvelles forces de défense et de sécurité conscientes des enjeux et équipées conséquemment <p>Les autres acteurs</p> <p>a) les communautés</p> <ul style="list-style-type: none">• Contribuer à valoriser les valeurs positives et les mécanismes endogènes de prévention, de gestion et de résolution des conflits <p>b) Les médias :</p> <ul style="list-style-type: none">• Informer, éduquer, sensibiliser et contribuer à former
--	--	--	---

			<p>des opinions publiques même de s'engager dans la préservation et la promotion de la sécurité humaine</p> <p>c) Les femmes et la famille :</p> <ul style="list-style-type: none">• Éduquer les enfants dans un esprit de préservation et de protection de la sécurité humaine <p>d) Les communicateurs traditionnels :</p> <ul style="list-style-type: none">• Valoriser et diffuser leurs rôles, savoir et savoir-faire dans la prévention et la résolution des conflits
--	--	--	---